

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Conseil européen de Séville

Le Conseil européen de Séville des 21 et 22 juin derniers a, en grande partie, été consacré aux questions d'asile et d'immigration. Par ailleurs, et notamment, il a insisté sur "la stabilité macroéconomique et la croissance [...], la réforme des marchés du travail des biens et des services [...], l'assainissement des finances publiques". Il a réaffirmé "le calendrier agréé à Barcelone sur l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz" et demandé de poursuivre les travaux de "révision des réseaux transeuropéens de transports et la mise en place du ciel unique dans les délais convenus". Il a pris "acte de la communication de la Commission sur une méthodologie d'évaluation dans le contexte des services d'intérêt économique général (voir plus bas) et invité la Commission à faire rapport au Conseil européen de Copenhague sur l'état des travaux concernant les lignes directrices pour les aides d'Etat et, le cas échéant, à adopter un règlement d'exemption par catégories dans ce domaine". Il a demandé "au Conseil des ministres de finaliser avant la fin de l'année l'adoption du paquet de mesures sur les marchés publics".

Le Conseil a également entendu le rapport du président Valéry Giscard d'Estaing "sur l'état d'avancement des travaux de la Convention, ainsi que dans les différentes enceintes où la société civile est appelée à s'exprimer" et "souhaité que la Convention aboutisse dans les délais prévus" (voir ci-dessous).

Convention

La session des 24 et 25 juin de la Convention a été consacrée à l'audition de la société civile. Le président Valéry Giscard d'Estaing a fait état du contenu de sa présentation des travaux de la Convention au Conseil européen de Séville et rappelé que la phase rédactionnelle commencerait début 2003. Jean-Luc Dehaene, qui a présidé la suite de l'audition, a souligné que si la Convention voulait que la société civile porte les résultats de ses travaux "il faudra trouver les moyens pour que la société civile se fasse régulièrement entendre" et que "la porte était ouverte" aux organisations actives sur le plan national.

Les porte parole des huit groupes de contact (régions et autorités locales, culture, secteur social, académie et groupes de réflexions, citoyens et institutions, droits de l'Homme, environnement, développement) ont fait rapport à la Convention des travaux de chaque groupe. La problématique relative aux services d'intérêt général a été posée, à des degrés divers, dans presque tous les groupes de contact. Elle n'a pas été uniquement soulignée par les ONG, mais aussi par le Comité économique et social, la Confédération européenne des syndicats, le CEEP qui a demandé l'introduction d'un chapitre sur les services d'intérêt général. Klaus Hänsch, qui présidait le groupe de contact sur le secteur social, a remarqué que c'était un des points forts que devait retenir la Convention. Le Forum permanent de la société civile a fait des propositions pour l'écoute de la société civile. Dans une lettre adressée à la Convention il a demandé, notamment, qu'une salle soit mise à la disposition de la société civile, au Parlement européen, les .../...

European Council of Seville

The European Council of Seville, held on 21st and 22nd June, was largely devoted to the question of asylum and immigration. Further, it, in particular, stressed on "macroeconomics stability and growth [...], the reform of employment, properties and service markets [...], the stabilisation of public finances". It reaffirmed "the agenda agreed upon in Barcelona concerning the opening of gas and electricity markets" and asked for the continuation of work on "the revision of trans-European transport networks and the establishment of a single sky, within the agreed time limit". It also noted "the communication of the convention on the methodology of the assessment in the context of services of general economic interest (see below) and invited the Commission to present a progress report, at the European Council of Copenhagen, on State aid guidelines and, where necessary, to adopt the exemption rule applicable by categories in this domain". It asked "the Council of ministers to finalise, before the end of the year, the adoption of the package of measures on public procurement".

The Council also heard the report presented by the President of the Convention, Valery Giscard d'Estaing "on the progress of the activities of the Convention, as well as in different structures in which the civil society is invited to present its views" and "wished that the Convention finalises its work within the agreed time limit (see below).

Convention

The Convention's session of 24th and 25th June was devoted to the hearing of the civil society. President Valery Giscard d'Estaing reported on his presentation of the Convention's progress at the European Council of Seville and, reminded delegates that the drafting phase will commence at the beginning of the year 2003. Jean-Luc Dehaene who presided the rest of the hearing, stressed that if the Convention wishes to see the civil society accept the results of its activities "it is necessary to look for means that will enable the civil society to be listened to, regularly", and, that "the door was open" to all active organisations at national level.

The speaker of the eight contact groups (regions and local authorities, culture, social sector, academy and study groups, citizens and institutions, Human rights, environments, development) have made a report to the Convention on the activities of each group. The problem concerning services of general interest was examined, at varying degrees, in almost all contact groups. It was stressed by not only the NGOs, but also by the economic and social Committee, the European Trade Unions Confederation and the CEEP which called for the introduction of a chapter on services of general interest. Klaus Hänsch, who presided the contact group in the social sector, noted that, this was one of the strongest points that the Convention should adopt. The Permanent Forum of the civil society has made proposals on how to pay attention to the civil society. In a letter addressed to the Convention it, in particular, suggested that, a room at the European Parliament should be put at the disposal of the civil society on the .../...

mêmes jours que les réunions de la Convention, afin que la société civile puisse débattre et dégager des axes essentiels. Les réunions se feraient sous la présidence du Comité économique et social, et déboucheraient sur une nouvelle séance entre la Convention et la société civile fin 2002, début 2003. Lors de la session du 27 juin au Comité économique et social, J-L Dehaene a rejeté la première partie de la proposition.

Rien n'est encore gagné, bien sûr, mais cela confirme l'importance et l'utilité du travail fait depuis des années par le CELSIG, et d'autres, sur la problématique des services d'intérêt général. Cela confirme aussi la nécessité de poursuivre la réflexion pour être en mesure de faire des propositions. La prochaine réunion du groupe de travail du CELSIG aura lieu le 11 juillet.

Evaluation des services d'intérêt général

Comme suite à la déclaration sur les services d'intérêt général jointe aux conclusions du Conseil européen de Nice (voir bulletin n° 70), la Commission a présenté au Conseil de Séville une "note méthodologique pour l'évaluation horizontale des services d'intérêt général".

Cette Communication représente une avancée significative vers la construction d'une réelle culture de l'évaluation. Elle reprend nombre de propositions avancées par le CELSIG depuis plusieurs années, donne l'impulsion à ce que doit devenir une véritable évaluation des services d'intérêt général (multicritère, pluraliste, contradictoire, comparative, continue), et annonce le début d'un processus qui ne peut que s'enrichir dans la durée, par l'accumulation de l'expérience et par un apprentissage en commun.

Cependant, la Commission propose de faire elle-même les rapports d'évaluation, sans voir le conflit d'intérêt que cela ne pourra qu'entraîner : la fonction d'évaluation doit être séparée de la réglementation et de la régulation, et la Commission ne peut prétendre être à la fois avoir le monopole des propositions, mettre en œuvre les décisions et juger de leur impact.

Il faut donc créer un observatoire européen autonome de l'évaluation qui ferait également les rapports, et auquel, bien sûr, la Commission serait associée.

Energie

♦ **libéralisation des marchés du gaz et de l'énergie** : Suite à l'avis du Parlement européen en première lecture (voir bulletin 101/102), la Commission a adopté le 12 juin, une proposition modifiée qui tient compte en partie des amendements du Parlement (notion de service public, autorités de régulation, information et protection des consommateurs, énergies renouvelables), ainsi que des résultats du Conseil de Barcelone (ouverture des marchés d'ici 2004, sauf pour les ménages). Cette proposition sera examinée au Conseil énergie de novembre prochain, avant d'être examinée en seconde lecture par le Parlement.

♦ **Livre vert sur la sécurité des approvisionnements énergétiques de l'Union** : La Commission a adopté, le 26 juin dernier, son rapport final sur le Livre vert. La commissaire de Palacio a exprimé sa satisfaction que les débats aient permis de reconnaître qu'il fallait "instaurer un concept global de l'approche énergétique". Le Livre vert insiste aussi sur la diversification des sources d'énergie, l'indépendance énergétique de l'Union, la promotion des énergies nouvelles et renouvelables, l'harmonisation de la taxation énergétique et la tarification du transport. Ce dernier point, ainsi que la question du nucléaire, ont suscité de vifs débats.

same dates when the Convention is holding its meetings to enable the civil society conduct debates and come up with key axes. The meetings would be conducted under the presidency of the social and economic committee and would lead to a new session between the Convention and the civil society end 2002 or early 2003. During the session held on the 27th June at the social and economic Committee, Jean-Luc Dehaene rejected the first part of the proposal.

Certainly nothing has so far been won, however, this confirms the significance and the utility of the work done over years, by CELSIG and others, on the problem of services of general interest. This also confirms the necessity of carrying on with the work so as to be able to continue making proposals. The next meeting of the CELSIG working group will be held on 11th July.

Assessment of services of general interest

Following the declaration on services of general interest included in conclusions reached at the European Council of Nice (see bulletin n° 70), the Commission presented, at the Council of Seville, a "a note on the methodology of the horizontal assessment of services of general interest"

This communication represents a real step forward, towards the establishment of a genuine assessment culture. It includes a number of proposals made by CELSIG over the years, triggers what should be a real assessment of services of general interest (multi-criteria, pluralist, contradictory, comparative and continual) and, introduces the beginning of a process which will keep on developing over time, through an accumulation of experiences and joint learning.

However, the Commission suggests making assessment reports itself, without considering the conflict of interests that such a situation will inevitably bring: the function of assessment should be separated from that of control and regulation, the Commission cannot claim to have at the same time, the monopoly of the proposals, the implementation of decisions and the assessment of their impact.

It is therefore necessary to set up an autonomous European observatory which will also make reports and, of course, to which the Commission will be associated.

Energy

♦ **Liberalisation of gas and energy markets**: Following the decision of the European Parliament on first reading (see bulletin 101/102), the Commission adopted, on 12th June, a modified proposal which partly takes into account amendments made by the Parliament (the notion of public service, regulation authorities, information and protection of consumers, renewable energies) as well as conclusions of the Council of Barcelona (opening of the markets by 2004 except for the households). This proposal will be examined at the energy Council in November, before being examined, on second reading, by the Parliament.

♦ **Green Paper on the security of the Union's energy supplies**: On 26th June, the Commission adopted its final report on the Green Paper. Commissioner de Palacio expressed satisfaction over the fact that debates conducted led to the acknowledgement that it was necessary "to establish a global concept in the approach to energy". The Green Paper also stresses on the diversification of energy sources, the Union's independence in energy, the promotion of new and renewable energies, harmonisation of energy taxation and of transport charges. This last point as well as the question of nuclear sources brought up strong debates

Social

♦ **"Sommet social"** : Comme suite aux décisions du Conseil européen de Laeken, la Commission a adopté, le 26 juin dernier, une communication sur le dialogue social européen et une proposition visant à créer un "sommet social tripartite pour la croissance et l'emploi" afin de renforcer la concertation entre les partenaires sociaux et les autorités publiques sur les choix et le pilotage de la politique économique et sociale. Ce sommet serait composé de la présidence en exercice de l'Union, de la Commission et des représentants des partenaires sociaux. La coordination technique de la délégation des travailleurs serait assurée par la Confédération européenne des syndicats et celle des employeurs par l'UNICE.

♦ **Fonds de pension** : Le Conseil ECOFIN a confirmé l'accord sur la directive qui créera un marché unique des fonds de pension, malgré l'opposition du gouvernement belge qui craint, notamment, que les règles purement prudentielles définies par la directive ne soient pas suffisantes pour garantir le respect des règles du droit social et que "le coût économique et social d'une carence du fonds [soient] directement ou indirectement à la charge du pays membre où est situé l'engagement et non celui où est situé l'institution de retraite".

Santé - Consommateurs

Lors du Conseil "santé consommateurs" du 26 juin dernier, la Commission et les Etats membres se sont affrontés sur la question de créer une procédure centralisée d'autorisation de mise sur le marché des nouveaux médicaments. Huit Etats se sont prononcés contre la proposition de rendre obligatoire une procédure centralisée (Allemagne, Danemark, Espagne, Irlande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède) et pour un système laissant aux laboratoires la liberté de choisir entre cette procédure devant l'Agence européenne du médicament et l'autorisation par les agences nationales. Cette orientation va dans le sens souhaité par une grande partie de l'industrie pharmaceutique qui veut pouvoir choisir les marchés les plus rentables pour ses produits. Les sept autres Etats membres soutiennent la proposition de la Commission, "dans un espace qui se veut égalitaire [...] il faut aller vers une procédure centralisée" a souligné le ministre français.

Transports

♦ **Agence pour la sécurité aérienne** : Le Conseil transport a adopté, le 18 juin dernier, le règlement créant l'Agence européenne pour la sécurité aérienne. Celle-ci devra être opérationnelle dans un délai d'un an. Sa tâche consistera à assister la Commission dans le développement de normes communes en matière de sécurité et d'environnement.

♦ **Agence pour la sécurité maritime** : le Parlement a adopté, en deuxième lecture, le rapport du député Emmanouil Mastorakis (PSE, Grèce) Peu d'amendements ont été ajoutés à la position commune du Conseil sur le projet de règlement sur l'agence de sécurité maritime, qui a repris la plupart des amendements en première lecture du Parlement, afin que l'agence puisse commencer à travailler le plus tôt possible.

♦ **Transport ferroviaire** :

- Conformément à la directive 96/48/CE, la Commission a adopté une série de décisions concernant les spécifications techniques d'interopérabilité (STI) relatives au transport ferroviaire européen à grande vitesse en matière de maintenance, infrastructures, contrôle-commande et signalisation, énergie, exploitation, matériel roulant. L'objectif de ces STI est qu'il n'y ait plus .../.

Social

♦ **"Social summit"**: Following the decision taken at the European Council of Laeken, the Commission adopted, on 26th June, a communication on the European social dialogue and a proposal which aims at creating a "tripartite social summit for growth and employment" in order to strengthen consultation between social partners and public authorities on the choice and the running of economic and social policy. The summit will be composed of the presidency in exercise of the Union, the Commission and representatives of the social partners. The technical co-ordination of the workers' delegation will be ensured by the European Trade Unions Confederation and that of employers by the UNICE.

♦ **Pension funds**: The ECOFIN council confirmed the agreement on the directive which will set up a single market for pension funds, in spite of the opposition from the Belgian government which fears, in particular, that rules that are purely prudential, fixed by the directive, would not be sufficient in guaranteeing the respect of rules of the social right and, that "the social and economic cost of the shortfalls of the fund [would] directly or indirectly be borne by the Member country in which the agreement was signed and not by that in which the retirement institution is based"

Health-Consumers

During the "Health-Consumers" Council held on 26th June, the Commission and Member States clashed over the question of setting up a centralised procedure for issuing permission to market new drugs. Eight States expressed their opposition to the obligation of a centralised procedure (Germany, Denmark, Spain, Ireland, The Netherlands, Portugal, United Kingdom and Sweden) and are in favour of a system which gives the laboratories the possibility to choose between this procedure, before a European drug agency, and authorisation by national agencies. This orientation goes in the direction wished by a large part of the pharmaceutical industry which wants to preserve the possibility to choose markets that are most profitable for their products. The other seven States support the Commission's proposal, "in a zone which aims at sustaining equality [...] it is necessary to move towards a centralised procedure", underlined the French minister.

Transports

♦ **Air safety agency**: On 18th June the Transport Council adopted the regulation establishing a European Air Safety Agency. The agency should become operational within a year. Its task will consist in assisting the Commission in the development of common norms in matters of safety and environment.

♦ **Maritime Safety Agency**: The Parliament adopted, on second reading, the report by the member, Emmanouil Mastorakis (PSE Greece). Few amendments were added to the joint position of the council on the regulation draft for Maritime Safety Agency, which has included most of amendments from the first reading of the Parliament, in order to make the Agency start operating as soon as possible.

♦ **Railways transport**

- In accordance with directive 96/48/CE, the Commission has adopted a series of decisions concerning Technical Specifications for Interoperability (TSI) in relation to high speed European railways transport, in matters of maintenance, infrastructures, command-monitoring and signalling, energy, exploitation, locomotives. The objective of these ITS is to ensure that there are no longer .../.

d'entraves techniques ou opérationnelles à la circulation des trains sur l'ensemble du territoire européen.

- Parlant devant l'Union des industries ferroviaires (UNIFE), le 26 mai dernier, le commissaire Monti a souligné l'urgence de réformer le secteur ferroviaire pour lui permettre de jouer son rôle dans un développement durable. Si les réformes ont peu avancé, selon lui, c'est parce que les monopoles nationaux ont empêché toute concurrence. Cependant, certains accords entre Etats membres ont introduit une certaine concurrence et "démontré de manière convaincante qu'il est possible de fournir ces services d'intérêt économique général (SIEG), de manière moins restrictive pour la concurrence" et prouvé "l'existence d'une dimension européenne" du rail. Après avoir rappelé que "la Commission continuera à prendre en compte la dimension, les spécificités du secteur, le rôle central joué par les chemins de fer dans la fourniture des SIEG dans le transport de voyageurs" il a annoncé qu'il avait demandé à ses services d'être plus offensifs pour contrôler les fusions, les abus de position dominante, favoriser l'entrée de nouveaux acteurs, et que des propositions ont été déposées sur la table du Conseil pour la libéralisation du transport ferroviaire.

Services postaux

La directive 97/67 sur les services postaux prévoit que les Etats membres doivent désigner des autorités réglementaires nationales qui soient juridiquement distinctes et fonctionnellement indépendantes des opérateurs postaux. La France a désigné le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie comme autorité de réglementation. Or, le ministère est également responsable de certaines tâches liées à la propriété de l'Etat français dans "La Poste", remarque la Commission qui a estimé que l'indépendance fonctionnelle de l'autorité n'était donc pas assurée et a envoyé un avis motivé à la France. Celle-ci a deux mois pour répondre avant la saisine de la Cour de justice. Des procédures similaires ont été ouvertes à l'encontre de la Belgique, l'Espagne, la Grèce et l'Italie.

Concurrence

♦ **Comptabilité des entreprises de service public** : La Commission a engagé une procédure d'infraction à l'encontre de six Etats membres (Finlande, France, Irlande, Italie, Portugal, Suède) qui n'ont pas transposé dans leur droit national la directive de juillet 2000 sur la transparence des comptes. Aux termes de cette directive, les comptes des entreprises de service public exerçant à la fois dans le domaine concurrentiel et dans les domaines où elles sont soumises à des obligations de service public doivent séparer les deux activités. Le délai de transposition expirait en juillet 2001. Après l'avoir rappelé aux gouvernements concernés en octobre dernier, la Commission leur a adressé un avis motivé. Ils ont deux mois pour répondre, faute de quoi la Cour de justice sera saisie.

♦ **Banques** : La Commission a infligé une amende de 124,26 millions d'euros à huit banques autrichiennes (le "club lombard") qui s'étaient entendues, depuis des années, pour fixer les taux créditeurs et débiteurs, ainsi que d'autres taux, sur l'ensemble du territoire autrichien et pour tous les services bancaires.

roadblocks to the movements of trains over the whole of the European territory.

- Speaking before the Union of Railways Industries (UNIFE), on 26th May, Commissioner Monti stressed on the urgency to reform the railways sector to enable it play its role in sustainable development. According to him, reforms have made so little progress because national monopolies have prevented all competition. However, certain agreements between Member States have enabled the introduction of some sort of competition and "have shown, in a very convincing way, that it is possible to provide these services of general economic interest (SGEI), in a less restrictive way for competition" and proved "the existence of the European dimension" in railways. After recalling that "the Commission will continue to take into account the dimension, the specificities of the sector and the central role played by the railways in the provision of SGEI in passenger transports", he announced that he had directed his services to be more watchful in monitoring fusions and abuse of dominant positions and encourage the emergence of new actors and also that, proposals have been presented to the Council for the liberalisation of railways transports.

Postal services

Directive 97/67 on postal services provides for the nomination, by Member States, of regulation authorities who are judiciary distinct and operationally independent of postal operators. France has named the Ministry of Economy, Finance and Industry as its regulation authority. The Commission notes that the ministry is also responsible for certain tasks linked with the French government's holdings in "La Poste" and therefore deems that the operational independence of the authority cannot be assured. It has thus sent a reasoned opinion to France. The latter has two months in which to reply failing which the matter will be sent to the Court of Justice. Similar proceedings have been initiated against Belgium, Spain, Greece and Italy.

Competition

♦ **Accounts of firms providing public services**: The Commission has initiated an infringement proceeding against six Member States (Finland, France, Ireland, Italy, Portugal Sweden) which have not transposed into their national law the July 2000 directive on the transparency of accounts. According to the directive, the accounts of public services firms operating both in the competitive domain as well as in domains where they are subjected to public services obligations, must separate the two activities. The deadline for the transposition expired in July 2001. After reminding the governments concerned last October, the Commission addressed them reasoned opinion. They were given two months within which to reply, failing which the matter will be referred to the Court of Justice.

♦ **Banks**: The Commission has imposed a fine of 124.26 million euro to eight Austrian banks (the "Lombard Club") which had, for years, agreed on fixing creditor and debtor rates as well as two other rates throughout the Austrian territory and for all bank services.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement E-mail. *Distributed E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.